[Français]

M. Goyer: Monsieur le président, si l'honorable député a des doutes sur des choses que le gouvernement aurait à cacher, je le prierais d'être très honnête intellectuellement, et de le dire carrément, devant le public.

Pour répondre à la deuxième partie de sa question, je dirai que notre obligation juridique, comme je l'ai toujours indiqué à la Chambre, est limitée à 16 millions de dollars. Jusqu'à présent, pour des travaux effectués, nous avons fait des paiements à la Lockheed pour un montant de \$10,800,000, et nous devons examiner avec la Lockheed les conséquences de l'annulation de tous nos liens contractuels avec elle. Bien sûr, tous ces chiffres sont sujets à vérification par les fonctionnaires du gouvernement.

[Traduction]

LE CONTRAT LOCKHEED—LES AUTEURS DE L'AUTORISATION RELATIVE AU DÉBUT DES TRAVAUX ET À L'OPTION DE RENOUVELLEMENT

M. Allan B. McKinnon (Victoria): Monsieur l'Orateur, puis-je tout d'abord répondre au ministre avec autant d'honnêteté intellectuelle que je peux. Je doute sérieusement de lui dans cette affaire, du début à la fin.

Des voix: Bravo!

M. McKinnon: Le 2 décembre, le ministre a autorisé Lockheed à commencer les travaux et le jour du poisson d'avril, il a signé un accord par lequel on acceptait apparemment la responsabilité des travaux en cours pour 16 millions de dollars, afin d'avoir plus de temps pour trouver un mode de financement provisoire. Le ministre pourrait-il dire à la Chambre qui a approuvé ces deux décisions, soit l'autorisation d'entreprendre les travaux et l'acceptation de la responsabilité. Ont-elles été prises sur le conseil du président du Conseil du Trésor, du ministre de la Défense nationale et de l'équipe du projet APGA?

[Français]

L'hon. Jean-Pierre Goyer (ministre des Approvisionnements et Services): Oui, monsieur le président.

[Traduction]

DEMANDE DE DÉPÔT DES APPRÉCIATIONS DE LA SOLVABILITÉ DE LOCKHEED

M. Dan McKenzie (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Approvisionnements et Services. Ce matin, le général Allan a informé le comité de la défense que le ministère des Approvisionnements et Services appréciait périodiquement la solvabilité de Lockheed pour le compte de l'équipe du projet APGA. Le ministre pourrait-il déposer ces appréciations et dire à la Chambre si elles comprenaient effectivement des analyses précises de l'aptitude de Lockheed à fournir plus de 300 millions de dollars de financement provisoire?

[Français]

L'hon. Jean-Pierre Goyer (ministre des Approvisionnements et Services): Monsieur le président, j'ai toujours indiqué à la Chambre que le gouvernement a décidé de faire affaires avec la Lockheed parce que, à son jugement, la Lockheed ne présentait pas un risque aussi énorme que l'opposition a voulu le laisser entendre.

Nous avons eu accès à des renseignements que la Lockheed considérait comme privilégiés, et il ne m'appartient pas de révéler des informations qui, en fait, sont la propriété intégrale de la Lockheed. Ceci dit, si la société Lockheed veut bien faire part de ces arrangements finan-

Questions orales

ciers, au moment où nous négocions avec elle ou plus tard, c'est sa responsabilité.

* * *

[Traduction]

LA DÉFENSE NATIONALE

LE CONTRAT LOCKHEED—L'IGNORANCE DU GOUVERNEMENT QUANT À L'ENTENTE ENTRE LOCKHEED ET LES AUTORITÉS AMÉRICAINES AU SUJET DE NOUVEAUX EMPRUNTS

M. Dan McKenzie (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à l'intention du ministre de la Défense nationale. Ce dernier a déclaré le 23 mars devant le comité de la défense que Lockheed n'avait pas révélé qu'elle avait une entente avec le gouvernement des États-Unis et les banques américaines voulant qu'elle ne contracte plus d'autres emprunts. J'aimerais que le ministre dise à la Chambre pourquoi le gouvernement ne le savait pas à toutes fins pratiques, car cela était de notoriété publique et doit avoir été porté à la connaissance de ceux qui ont censément évalué la situation financière de Lockheed.

L'hon. James Richardson (ministre de la Défense nationale): Je ne puis répondre à cette question, monsieur l'Orateur, car j'ignore à quoi fait allusion la première partie de la question ou même l'ensemble de la question. Je me vois forcé de demander au député de la répéter.

M. McKenzie: Je vais donc la répéter, monsieur l'Orateur. Le ministre de la Défense nationale a déclaré le 23 mars devant le comité de la défense que Lockheed n'avait pas révélé qu'elle avait une entente avec le gouvernement des États-Unis et les banques américaines voulant qu'elle ne contracte plus d'autres emprunts. Je voudrais que le ministre dise à la Chambre pourquoi le gouvernement ne le savait pas à toutes fins pratiques, car cela était de notoriété publique et doit avoir été porté à la connaissance de ceux qui ont censément évalué la situation financière de Lockheed.

M. Richardson: Monsieur l'Orateur, il me faudra vérifier le compte rendu de cette séance avant de pouvoir répondre à la question. Je vais en prendre note.

* * *

LES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

LE CONTRAT LOCKHEED—DEMANDE DE DÉPÔT DU CONTRAT D'OPTION DE RENOUVELLEMENT—LA QUESTION DE L'OBTENTION DE CONSEILS JURIDIQUES AVANT L'ENGAGEMENT

M. Stuart Leggatt (New Westminster): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse aussi au ministre des Approvisionnements et Services. Je suppose, en passant, que le ministre n'a pas d'objection à déposer le contrat d'option de renouvellement puisqu'il s'agit d'un contrat où l'on s'engage clairement à payer 16 millions de dollars. J'espère que le ministre va hoher la tête pour signifier qu'il accepte de déposer le document qui a de toute évidence été signé par les deux parties. Je vois qu'il hoche la tête.

Une voix: C'est un tic nerveux.

M. Leggatt: On a dit à la Chambre que le ministère de la Justice avait donné des conseils juridiques dans cette affaire. Le ministre nous dirait-il s'il a reçu des conseils juridiques du ministère de la Justice ou de toute autre source, avant de s'engager à verser les 16 millions de dollars, en prolongeant d'un mois l'option d'achat avec Lockheed? A-t-il reçu un avis juridique et si tel est le cas,